



Partis alliés alliés de la mouvance présidentielle

Bouna Keita devient le coordonnateur Page 11

Affaires étrangères

Makalé ou le grand malheur d'être ministre d'Alpha Condé

Tout se décide à son insu et sans la moindre consultation de la ministre qu'elle est. Page 8



FOOTBALL AFRICAIN

Quand le guinéen Antonio Souaré fait des jaloux

Le guinéen est l'un des membres influents de la CAF. Sa société Guinée Games sponsorise la CAN Féminine et Futsal. (Lire à la page 11)



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°519 ● LUNDI 25 JUILLET 2016 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (224) 655 404 294

Pour faux et usage du faux à la Fonction publique 831 fonctionnaires bientôt jugés



Les nouvelles révélations de Dalein Diallo

La gouvernance brouillonne de Condé fait perdre des opportunités au pays

FONDATION RIO TINTO

Le pari de l'engagement social et économique

Page 6



Bantama Sow s'érige en conseiller de Dalein et Cie:

Marchez de Km 36 à Mamou ou Labé, mais pas sur l'autoroute !

Page 5



ON EN PARLE

Damaro se confie «toujours» à Dalein

Page 3



Confidences PUBLIQUES



Mansour Kaba claque la porte du Rpg Arc-en-ciel

Jeudi 21 juin 2016 à Conakry, l'ancien ministre de l'Habitat sous la Transition a publié sa lettre de démission du Rpg Arc-en-ciel dans laquelle il présente une liste et un tableau situant les responsabilités confiées à Sidya Touré, Kassory Fofana et Mady Kaba Camara sous les régimes Conté et Condé, et montrant que le changement est encore loin du pays. Ancien leader du parti Djama et candidat malheureux à la présidentielle de 1993, Kaba a du mal à trouver sa place dans le régime Alpha Condé.

Guinée-Israël: Retour aux bonnes relations

Après 49 ans, la Guinée emboîte le pas au Tchad et renoue ses relations diplomatiques avec Israël. Mercredi dernier, le pays de Sékou Touré Guinée qui avait rompu tout lien avec Israël, en raison de la guerre israélo-arabe de 1967 a délégué le ministre directeur de cabinet de la président Ibrahima Kalil Kaba à Paris pour signer l'acte officiel de relance des relations diplomatiques avec le directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, Dore Gold.



Chérif DIALLO Journaliste Disparu

23/07/2015 - 23/07/2016

Tu dois te demander "qu'ai-je fait à la vie pour mériter cela ?"
Dans l'existence, il ya toujours une lueur d'espoir, une raison d'espérer...!

Chérif Diallo: 1 an après...

Le 23 juillet 2015 disparaissait le journaliste reporter d'images d'Espace TV. Un après, aucune source viable, ni aucune enquête ne peut indiquer avec exactitude ce qu'est arrivé à Chérif Diallo.

Infrastrucure religieuse en ruines SOS pour la mosquée Fayçal

Dans la Mosquée Fayçal, l'eau de pluie coule et coule encore ; elle coule pour démentir effrontément toutes les «rénovations» récentes mais aussi pour écraser tout espoir de réparation rapide. Les tapis, déjà pourris, sont rangés par nécessité morale. Ceux qui veulent prier dans cette mosquée accourent vers la surface congrue réservée à l'Imam et ses proches compagnons. Chacun veut profiter du tapis déroulé pour le gotha religieux et administratif ; non loin de là, au premier rang, des pots usés par la rouille servent à recueillir encore et encore, des gouttes d'eau. Ailleurs il faut plutôt venir avec son petit tapis et prendre le courage de l'étaler avec foi sur une flaque d'eau. A l'étage, aménagé pour les femmes, la situation est encore pire. Là-bas l'eau ruisselle ! Et pourtant tout le monde est d'accord qu'il s'agit de la Grande Mosquée Fayçal ! Des Hôtes de marque de la Guinée notamment les Ambassadeurs résidents des pays musulmans, ont souvent eu l'amère expérience de vivre la situation avec leurs hôtes guinéens. Récemment un haut Collaborateur d'un Chef d'Etat voisin, venu présenter des condoléances en Guinée, à la tête d'une auguste délégation de dizaines de compatriotes musulmans aurait eu l'infortune de découvrir ce contraste hideux d'un édifice d'Allah si puissamment dressé au centre de Conakry et son intérieur en ruine. Si d'aventure le haut représentant national a dû accompagner son compatriote par alliance, il aurait certainement baissé les yeux. De Honte ! Avec lui tous ses compatriotes présents à cette prière du vendredi saint. Le personnel chargé de l'entretien n'aurait pas su où donner la tête tant les personnalités à honorer étaient nombreuses et les places non mouillées, si rares. Un début de honte publique se déclare ainsi devant tout le monde. Une partie de la grandeur nationale est en train de s'effondrer sous les yeux de tous. Croyants, riches et autres puissants observent dans l'indifférence, un héritage commun se déliter. La Guinée tout entière partage ainsi une discrète culpabilité religieuse entretenue au grand jour par une combinaison complexe de déni et d'impuissance. Encore une fois l'histoire risque de cracher son dégoût, son mépris et sa surprise sur une génération si elle n'ose le faire sur des hommes et des femmes incapables de sauvegarder l'un des biens les



Lamarana Diallo
Démographe - Consultant
Imrdiallofb7@gmail.com

plus merveilleux laissés à la postérité par leurs aïeux. Les intentions de moralisation et les ambitions de réconciliation des guinéens viennent là, se heurter à une réalité crue de médiocrité collective. On pourrait méditer sur beaucoup de situations semblables et conclure que là où réparer un édifice public a pris tant de délais et suscité tant de peines, ressouder un tissu social tant déchiré risque de prendre assez de temps. Pourtant les guinéens ont l'art des conciliabules conciliatrices, des cotisations spontanées, des investissements humains et des manifestations publiques : la Centrale Electrique de Garafiri et jadis les nombreuses permanences et Villas Syli en sont des illustrations historiques. Il se peut que des initiatives similaires secrètes soient en cours. On n'en sait rien bien qu'on le souhaite ! Les imams le disent et le redisent avec une franchise provocante: la dégradation avancée de la Mosquée Fayçal interpelle tout d'abord les riches et les hommes du pouvoir même si chaque guinéen doit se sentir concerné. Ces prêches des Chefs religieux semblent tomber dans des oreilles unanimement indifférentes. Silence coupable et indifférence téméraire continuent d'être les réponses invariablement têtues à leurs plaintes récurrentes. « Objets inanimés, avez-vous donc une âme? » a-t-on envie de crier pour venir au secours de ces braves Imams et en direction d'une intelligentsia nationale visiblement immobile! La grande question est de savoir si quelque part, les intentions profondes ne visent pas à détruire tous les monuments communs et effacer toute référence nationale. On sait à cet égard que des lieux et ouvrages qui auraient dû être

gardés tels en tant que témoignages historiques ont tout simplement été «rénovés» sinon détruits au grand dam d'historiens éplorés. Ce n'est pas tout d'avoir de valeureux parents et grands - parents qui laissent de solides héritages ; il faut avoir de solides fils et petits-fils pour les entretenir. C'est une condition à remplir pour faire l'histoire ou au moins empêcher des trous historiques trop béants plongeant dans l'effacement des générations d'hommes et de femmes coupables de les avoir ouverts. Beaucoup de gens disent que la Guinée va mal. S'ils ont besoin d'illustrer leurs propos, ils devraient visiter quelques symboles de la grandeur morale de cette contrée spéciale : la mosquée Fayçal, les cimetières, les écoles, les palais et autres édifices publics. Ils y trouveraient tout ce qui est vilain pour montrer et démontrer le bien-fondé de leur affirmation assassine. Si d'aventure il leur manquait un complément, le trop plein d'ordures déversé dans les rues et caniveaux par les ménages de Conakry, la capitale, comblerait sans peine, leur

violer le périmètre pourtant bien marqué de cette prestigieuse Maison de Dieu. C'est vrai qu'un lieu de culte peut être bâti dans un marché mais dès que le marché envahit les lieux de culte, on est en présence d'une érosion douloureusement catastrophique des comportements. Heureusement qu'un service public a timidement marqué de croix rouges, ces constructions osées. A Fayçal, on ne saurait plus où s'arrêter le marché. Pas très loin, le Centre Islamique national offre le spectacle d'un établissement qui, lui aussi, a besoin de quelque secours salvateur après une «une rénovation» qui ne date pas de si longtemps. Guinéens, priez et vous trouverez encore une fois une bonne volonté pour vous aider à ne plus «baisser les yeux» devant les étrangers qui viennent prier à Fayçal. Mieux, faites quelque chose pour montrer et démontrer que cet Edifice national vous appartient et fait partie de vos monuments historiques. Depuis des années, les plus riches d'entre vous ne vont-ils pas à la Mecque ? Hier on y marchait à pieds de Arafat à Mina, aujourd'hui on fait cette distance d'une dizaine de kilomètres par métro. Il semble que toutes les améliorations enregistrées en ces Lieux Saints à travers l'histoire, sont dus aux héritiers immédiats et lointains de notre Prophète commun, Mohamed (SAS). Notre intelligentsia politico-administrative est-elle capable d'inspiration sinon d'imitation comme tous les êtres avides de culture ? ■



La Mosquée montre tous les jours des signes d'effondrement.

besoin d'illustration. Cette Guinée « fière et jeune » de «l'illustre épopée» est visiblement menacée par des gestes au quotidien des habitants de sa porte d'entrée nationale. En attendant des réflexes porteurs de changement, les murs et le toit de la Grande Mosquée montrent tous les jours, des signes d'effondrement. Ce n'est pas le moins surprenant que de voir des boutiques fonctionnelles et des chantiers de points de vente

Lamarana Diallo
Imrdiallofb7@gmail.com

le populaire

Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

EDITEUR, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & DE LA RÉDACTION
Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER
Alain Rivière

E-MARKETING
Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ
sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF
Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Abdoul Malick Diallo
+224 666 195 620
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE
Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS
Lamarana Diallo
Imrdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION
Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

Situation sociopolitique : Damaro dit se confier «toujours» à Dalein

Le président du groupe parlementaire du Rpg Arc-en-ciel s'étonne que sa rencontre avec le chef de file de l'opposition fasse la Une des médias. Amadou Damaro Camara confirme avoir eu un tête-à-tête avec Mamadou Cellou Dalein Diallo et laisse entendre à ceux qui en sont surpris que ce n'est extraordinaire qu'une telle rencontre ait lieu. Car, ce n'est pas sa première fois d'obtenir un aparté avec le leader de l'Ufdg. Damaro argue qu'il est important que chaque acteur politique apporte sa pierre blanche à la construction de la démocratie guinéenne.

«J'ai toujours été voir Cellou», coupe court le député du parti au pouvoir. Et «ce n'est pas nouveau du tout», ajoute-t-il. Damaro affirme aussi s'être rendu chez «Cellou pour (s') enquêter» de la situation actuelle et «vérifier» auprès de lui ce qui se trame «car, insiste Damaro, je ne connais pas les motifs de cette manifestation». Et d'ajouter: «Il est très bien de communiquer, mais avant de le faire, il faut avoir le mandat, la bonne information et le bon niveau pour pouvoir l'interpréter». Damaro trouve là une occasion d'envoyer une pique à son homologue Ousmane Gaoual Diallo, en ces termes: «Il n'est



Amadou Damaro Camara, président du groupe parlementaire du Rpg Arc-en-ciel

pas très sage que quelqu'un qui veut construire la démocratie puisse dire: on manifeste pour chasser un président démocratiquement élu il y a seulement 10 mois». Une chose est sûre, enchaîne Damaro, «il y a des arbitres qui sont là et qui sont de meilleurs juges en matière de gouvernance. C'est le cas des institutions de Bretton Woods qui continuent d'attribuer de bonnes notes à la Guinée». Est-ce suffisant pour clouer le bec à son adversaire Gaoual qui se raille à tout-venant des contreperformances du régime Alpha Condé? Là est la question.

Aissatou Diallo

Ils ont dit



Pr Salifou Sylla, ancien ministre de la Justice, garde des Sceaux, ancien vice-président du Conseil national de la transition et facilitateur de l'opposition au dialogue inter-guinéen: «Il y a deux mandats de 5 ans pour le président et ça s'arrête là. Pourquoi parle-t-on de troisième mandat alors que la Constitution ne le permet pas? Des gens disent même qu'il faut changer la Constitution parce qu'il n'y a pas eu de référendum pour l'adopter ou je ne sais quoi encore. C'est absolument ridicule. En 2010, j'étais membre du CNT. On nous a demandé de réviser la Loi fondamentale et c'est ce que nous avons fait. On n'a pas besoin d'un président éternellement au pouvoir pour réaliser son programme. Les présidents africains qui l'ont fait, ont laissé leur peuple dans la déchéance totale.»

Comparés à Condé, Dadis et Konaté disculpés

La situation de la Guinée est alarmante. Le député Ousmane Gaoual Diallo sonne l'alerte, lave blanc et rend le Capitaine Dadis et le Général Konaté disculpables. L'élus Ufdg de Gaoual pointe un doigt accusateur sur «Alpha Condé (qui) a bloqué tout le pays» avec la sortie des milliards de FG pour des destinations que le peuple ignore.



Le député Ousmane Gaoual Diallo trouve Dadis et Konaté moins coupables que Condé.

Les dirigeants des régimes militaires du CNDD Dadis Camara puis Sékouba Konaté avaient été accusés d'avoir dilapidé 9 000 milliards de FG. «Mais aujourd'hui, on est à plus de 22 000 milliards de FG dilapidés. Donc, les sommes sorties pendant la gouvernance d'Alpha Condé sont beaucoup plus importantes», accuse Gaoual qui voit que l'Etat a été

affaibli. La preuve, explique-t-il, «il y a des gens qui insultent les députés en Guinée et qui n'accordent aucun respect à ces derniers. C'est le cas de Thierno Ousmane Diallo (ministre de l'Hôtellerie) qui ne rate aucune occasion pour s'en prendre aux députés. Il oublie que le député c'est son patron». Sic!

Aissatou Diallo

Libre Tribune/

Moustapha Naité, le magicien

Il y a un an, j'avais écrit un papier pour évoquer Moustapha Naité, le bonimenteur qui brasse du vent. Nommé pour communiquer essentiellement, il a surtout montré sa propension à délivrer des messages insipides et sans contenu.

Rappel de ses actions à la tête du ministère

On se rappelle du projet appelé «nos jeunes ont du talent» initié en 2010, et qui prévoyait de faire un bilan au bout de 5 ans, pour évaluer ce qui a été fait, voir quelles mesures apporter, quelles préconisations amener pour renforcer la politique nationale... consistant, on vient de le voir, à observer. On remarquera au passage que ce bilan – juste avant les élections de 2015 - n'a pas été fait. Moustapha Naité indiquait alors, que les besoins des jeunes ne consistaient pas à se soigner, aller à l'école, jouer au foot et avoir un emploi, mais à «libérer leur parole». «Dans toutes les sous-préfectures visitées», disait-il «aucun jeune ne m'a demandé un emploi. Ce qu'ils demandaient, c'est leur épanouissement culturel». «Notre rôle n'est pas seulement de trouver de l'emploi pour les jeunes [évidemment puisqu'ils en sont incapables], mais aussi, notre mission prépondérante et principale, c'est de cultiver la citoyenneté, les valeurs de la république, que nous pouvons inculquer à ces jeunes», ajoutait-il. On admet que Naité a su combler ces jeunes au-delà de leurs exigences, puisqu'ils ne demandaient rien, et qu'il a donc su les satisfaire... en ne



leur donnant rien. Il remplit même sa mission avec une telle maestria, qu'il convient de l'ériger en modèle. Dorénavant la seule façon de faire mieux que Naité, sera sans doute de racketter ces jeunes. En fait Naité avait surtout démontré que le changement ne consistait plus à dire aux jeunes ce qu'ils devaient faire, mais à faire semblant de les écouter, tout en leur rappelant qu'en réalité c'est ce qu'il dit, qui est important, sic... Cela s'est traduit concrètement par le fait qu'il ne fallait pas solliciter des présidents d'associations élus par les jeunes (donc représentatifs), mais plutôt «d'écouter» environ 350 personnes nommées par ce gouvernement (les fameux rapporteurs et commissaires), dont on imagine bien qu'ils ne sont que la courroie de transmission du gouvernement, qui leur fera dire ce qu'il a envie (dont entre autres, qu'ils ne veulent pas d'emplois). D'ailleurs la publication du fameux Livre blanc, je l'attends toujours...

Bref la consultation des jeunes, telle que managée par Moustapha Naité a été une nouvelle opération propagandiste: on n'a rien fait rien pendant 5 ans pour les jeunes, puis ensuite on a communiqué un maximum (on a brassé de l'air en réalité), juste avant les élections, pour dire à environ 5 millions de jeunes, qu'on va s'occuper d'eux. Comment? Ils verront bien... mais après les élections.

J'ai demandé à la lune

Aujourd'hui que des fonds des Nations-Unies sont disponibles (il faut forcément les utiliser sinon ils sont perdus, en vertu de la fameuse capacité d'absorption), on nous explique qu'un vaste programme national d'insertion socio-économique des jeunes, dans lequel



Moustapha Naité, le bonimenteur qui brasse du vent.

seront impliqués 13 ministères, va être mis en place. Bien entendu, en préalable, on va instaurer une structure représentative de la jeunesse (voir ci-dessus), ce qui permet

tra de mettre à disposition des véhicules, des bureaux et les fameux «per diem», pour que les soutiens du régime aillent expliquer à ceux qui en ont besoin, comment ils peuvent se passer d'aides, ce qui diminuera d'autant la part consacrée aux projets. D'ici 2020, c'est-à-dire juste avant les prochaines élections (bizarre), on fera le bilan que 750.000 emplois pour les jeunes ont été plus ou moins réalisés, grâce aux 60 millions de \$ décaissés entre 2017 à 2018 et aux 79 millions de \$ de 2019 à 2020. Malheureusement comme d'habitude, aucune explication précise n'a été donnée sur la manière de créer ces emplois. Moi qui suis simpliste, j'ai divisé les 139 millions de \$ du projet par les 750 000 jeunes annoncés (en admettant que la structure d'encadrement n'ait pas consommé trop de \$), et j'ai obtenu 46\$ annuels par jeune. Sachant que le Guinéen moyen vit avec 1\$ par jour (soit 365\$ annuels), je ne vois pas comment ces 46\$ vont permettre à 750 000 jeunes d'avoir accès à l'emploi... Par contre si on lit l'annonce gouvernementale entièrement, on découvre que ce montant servira aussi aux jeunes, à intégrer la citoyenneté dans leurs comportements quotidiens... et on imagine bien que les 13 ministères y prendront part (ou leur part).

Gandhi, citoyen guinéen

«Dans tout État libre, chaque citoyen est une sentinelle de la liberté, qui doit crier, au moindre bruit, à la moindre apparence du danger qui la menace». (Robespierre, Discours sur la liberté de la presse, Mai 1791).



Malick Sankhon, directeur de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) le samedi 16 juillet 2016 au siège du Rpg Arc-en-ciel: «Si quelqu'un veut le pouvoir, il doit passer par les urnes. Ceci d'ailleurs a été la vocation du président Alpha Condé. Tout au long de son combat politique, le président n'a agressé, ni n'a blessé personne. Si quelqu'un de son côté se lève pour nous dire de faire partir du pouvoir quelqu'un qui est démocratiquement élu, l'on appelle ça un coup d'Etat.»



Souleymane Traoré, juriste, directeur du Fonds d'entretien routier (FER), négociateur en chef de la mouvance présidentielle dans le dialogue politique, à Guinée7.com: «Nous sommes sur le point de parler de l'indemnisation des victimes qui ont perdu leurs boutiques et l'opposition affiche cette volonté de manifester. Nous n'avons pas encore fini de régler ce problème qui est difficile à cerner et l'opposition veut descendre dans la rue pour faire une autre manifestation qu'on sait pertinemment qu'elle entrainera des casses. Je trouve que l'opposition, depuis le second mandat du Pr Alpha Condé, est en train d'essayer de détourner l'attention du peuple de ses propres insuffisances en faisant en sorte qu'il ait un vide juridique en Guinée. Ce qu'elle n'a pas obtenu dans les urnes, c'est une manière pour elle de l'obtenir dans la rue. Quand vous suivez les déclarations du chef de file de l'opposition vous vous apercevez qu'il y a une intention de créer le chaos dans le pays.»

Vite dit...

PRÉSIDENTE

ET PARLEMENT:

Budgets et fonds spéciaux hors normes.

C'est peu dire que les budgets de la Présidence et du Parlement «sont extrêmement garnis», par des montants «jamais contrôlés» et qui prévoient même des fonds spéciaux. A l'heure actuelle, ils peuvent puiser dans ces fonds comme ils veulent, sans jamais être inquiétés par un quelconque contrôle».

Mais qui ose broncher? La Présidence dispose d'un budget supérieur à 300 milliards de FG par an. Même si on clame haut et fort qu'il a été réduit, «on n'est pas encore loin du milliard par jour, d'il y a deux ans», dénonce le porte-parole de l'opposition, Aboubacar Sylla. Dans ce budget, ajoute-t-il, il y a au moins 140 milliards comme fonds spéciaux que le chef de l'Etat dépense pratiquement à sa guise sans aucun support juridique pour en justifier l'utilisation.

Claude Kory Kondiano dispose lui aussi, à travers l'Assemblée nationale, des fonds spéciaux d'à peu près à 19 milliards de FG dépensés dans les mêmes conditions d'opacité, sur un budget de 127 milliards. C'est à peine que si la moitié de ce budget est utilisée pour payer les émoluments des députés et les salaires de l'administration parlementaire. Forcément, on y voit par là, les causes de la suppression du département du contrôle économique et financier, mais aussi le non remplacement depuis 2 ans du directeur général de l'Agence nationale de lutte contre la corruption, feu Mohamed François Falcon.

«On ne saurait gouverner les feux et mourir de froid», dit-on. Ce dicton, le président de la République et le celui de l'Assemblée nationale se l'approprient vraiment dans son sens péjoratif. Et ne tardent à aucun instant à l'appliquer, chacun en ce qui le concerne, dans son institution respective.

Par Abdoul Malick Diallo

Libre Tribune/ Direction de l'habitat de Coyah : L'enrichissement illicite d'un responsable

On ne cessera jamais de le dire, les conflits domaniaux en Guinée constituent de nos jours une préoccupation majeure qui inquiète bon nombre de nos compatriotes. Si des citoyens ne s'empêchent pas de mener des pratiques peu catholiques pour se procurer des domaines, il n'en demeure pas moins pour des responsables censés pourtant bien réglementer l'attribution des terrains, qui s'adonnent aussi très malheureusement à cette pratique honteuse qui terni l'image du département de l'habitat. C'est le cas par exemple de ce sieur nommé El hadj Fodé Moussa Bangoura, chef section chargé des domaines et du cadastre à la Direction de l'habitat de Coyah. En effet, depuis l'an 2005, El hadj Fodé Moussa Bangoura fut nommé à ce poste. Soit onze (11) ans. Période pendant laquelle il nous a été donné l'occasion de jauger suffisamment sa capacité d'être à la hauteur de la mission qui lui a été confiée par l'Etat. Malheureusement ce fut un échec patent sur toute la ligne. Pour aller droit au but, il faut noter tout de suite qu'El hadj Fodé Moussa Bangoura, se prévalant du fait qu'il soit natif de la préfecture de Coyah et d'être un proche parent de l'actuel ministre de la sécurité aussi natif de la région, est l'auteur principal des conflits domaniaux qui naissent au sein de la préfecture de Coyah.



Il passe tout son temps à opposer les coutumiers aux occupants des parcelles. Malgré que ceux-ci se soient légitimement acquittés du paiement intégral du coût de ces terres au propriétaire coutumier. Or, il s'avère que ce dernier issu d'une famille royale teintée de noblesse n'est au courant de rien de toutes les manigances et méthodes

illicites d'El hadj Fodé Moussa Bangoura. Usant de son influence, ce monsieur sans gêne, arrive à faire payer doublement des parcelles agricoles par des citoyens qui l'avaient déjà acheté depuis presque dix ans. Dans le cas contraire ils se verront exproprier de leur bien.

Chose plus grave, pour Fodé Moussa, pour jouir des délices d'un projet de réalisation, il faut être un fils de Coyah. Mon Dieu ! Comme si Coyah n'était pas partie intégrante de la guinée. Ah, régionalisme quand tu nous tiens !

Répandre cette idée régionaliste et semer la graine de division entre les occupants des terres y ayant fait plus d'une décennie et les coutumiers afin que ces dernier annexent des domaines dans l'illégalité. D'où la multiplication des conflits domaniaux à cause d'un seul individu en la personne de El hadj Moussa Bangoura. Les sous-préfectures de Wonkifong, Manéah et Kouria son devenues aujourd'hui des lieux où se multiplient des foyers de tension liés aux domaines litigieux grâce à cet individu qui sème à lui seul la zizanie sans que les autorités ne prennent leurs responsabilités à son encontre.

Et pourtant, par le passé, les coutumiers n'ont jamais adopté une telle attitude vis à vis de ceux qui sont venus s'installer chez eux.

Coyah ne sont pas venus par hasard. Leur arrivée en ces lieux est la résultante d'une transaction financière opérée légalement entre eux et les autochtones.

A vrai dire, apparemment, El hadj Moussa Fodé Bangoura ne mérite pas le poste à lui confié par l'Etat. Dans ce cas qu'il cède sa place à quelqu'un d'autre.

Cet homme qui n'hésite pas à se considérer comme le grenier des parcelles à Coyah. Il donne et vend à qui il veut. Les conflits domaniaux l'arrangeant, il a fait de la vente illicite des parcelles son jeu favori. Sa fortune amassée en est une illustration parfaite.

Pour ceux qui ne le savent pas, aucun dossier de régularisation n'est accepté, sans son avis. Pour la simple raison qu'il a peu de considération pour son supérieur hiérarchique. Car toute répartition de parcelles ou compte rendu à l'autorité de la place, à commencer par le préfet, ne revient qu'à lui seul. Voilà pourquoi il a l'audace, l'orgueil de dresser les coutumiers contre les autres citoyens. Là où le bât blesse, c'est qu'il est le point clé de tous les faux problèmes. Tout pour lui, rien pour ses supérieurs et les autres.

Voici quelques exemples de conflits domaniaux orchestrés par El hadj Moussa Fodé Bangoura.

Le grand conflit domaniaux sur la propriété de la famille de feu Lansana Camara sise à Kolakhouré, dans la sous-préfecture de Kouria. El hadj Fodé Moussa Bangoura en est l'auteur, il a octroyé un domaine à la SONAPI sans l'avis ni le consentement de la famille ou du village. Aujourd'hui cet épineux dossier se trouve au niveau de la justice de Conakry. Or, il y avait des citoyens qui avaient auparavant payé les domaines depuis plus de 5 à 10 ans. Aujourd'hui, ils sont confrontés à des problèmes à travers la complicité de El hadj Fodé Moussa Bangoura.

Ensuite, il y a aussi le grand conflit domaniaux sur la propriété de la famille Camara sise à Wonkifong. El hadj Fodé Moussa Bangoura a vendu une partie de ce domaine à Monsieur Dansoko sans l'avis, ni le consentement de tous les éléments de ladite famille. Ce conflit domaniaux à entraîné l'emprisonnement de cinq

personnes à la maison centrale de Conakry où des jeunes ont eu à purger une peine de dix huit (18) mois. Dans la sous-préfecture de Manéah, c'est le même constat. Toutes ses constructions, ajoutées à l'envoi de ses enfants à l'extérieur pour études et le pèlerinage effectué aux lieux saints de l'islam, sont le fruit des ventes illicites de parcelles, et les conflits domaniaux qu'il organise au sein des coutumiers. C'est la raison pour laquelle, il draine des cartons d'argent à tout nouveau ministre promu à la tête du département de l'Habitat. Ceci, dans le but de toujours préserver son poste ou d'être reconduit. Et cela se passe loin des yeux indiscrets. Cependant le poste qu'il gère aujourd'hui, fut géré auparavant par son directeur de l'Habitat actuel et Monsieur Amadou Barry. A cette époque, on ne parlait jamais de conflits domaniaux majeurs. Les citoyens jouissaient de leur droit de propriété, l'harmonie était là, entre les coutumiers et les citoyens, la paix était au rendez-vous.

Il est fort remarquable que c'est à cause de l'hospitalité et la gentillesse des coutumiers de la basse côte que des citoyens venus de tous les horizons se sont installés à Coyah. Et ce n'est pas El hadj Fodé moussa Bangoura qui peut freiner cette fraternité et cet amour qui existent déjà entre les fils d'un même pays.

C'est pourquoi une campagne d'information et de sensibilisation est nécessaire au niveau de toutes les sous-préfectures concernées afin d'empêcher El hadj Fodé Moussa Bangoura de gangrener davantage le tissu social à Coyah.

Comme le disait l'autre, la Guinée est une famille. Par conséquent, personne ne peut diviser les guinéens et réussir. Ce serait plutôt le contraire. Alors, que sieur El hadj Fodé Moussa Bangoura relève ses bretelles et se ressaisisse pendant qu'il est encore temps. A bon entendeur salut !

Que Dieu le tout puissant nous éclaire la lanterne de ces braves coutumiers afin qu'ils se rendent compte de l'évidence.

Par Dominique GROVOGUI
Ingénieur topographe
Tel : 654 90 14 08

DECLARATION DU 13 JUILLET 2016 DU RPG ARC-EN-CIEL

Peuple de Guinée, le RPG Arc-en-ciel a suivi avec attention la toute dernière déclaration de Mamadou Cellou Dalein Diallo, Président de l'UFDG, député à l'Assemblée Nationale lors de ses meeting tenus les 09 et 10 juillet 2016 à Gbessia et à Matoto centre, demandant au peuple de se lever pour chasser un Président démocratiquement élu. Citation : « Il faut que les Guinéens se mobilisent pour exiger le départ d'Alpha Condé..... », fin de citation.

Le RPG Arc-en-ciel prend acte de cette déclaration. En effet, notre chère nation, la Guinée, a obtenu au prix d'énormes sacrifices la démocratie dont son peuple se félicite aujourd'hui. De telles déclarations de Mamadou Cellou Dalein Diallo, Président de l'UFDG, député à l'Assemblée Nationale, prônant la haine ethnique, incitant à la violence et de surcroît soutenant un coup d'Etat, constituent une violation flagrante de la constitution.

Il convient de rappeler dans ce registre que lors de ses sorties publiques, Mamadou Cellou Dalein Diallo, Président de l'UFDG, député à l'Assemblée Nationale, a incessamment affirmé :

Est-ce que vous êtes prêts à mourir, ils n'ont qu'à nous tuer tous,...

Ces propos subversifs portent atteintes aux valeurs si chères à notre République (la paix, l'unité nationale, la cohésion et la quiétude sociale). Peuple de Guinée

Considérant que le Président du cadre du dialogue inter-guinéen a annoncé la semaine dernière la réouverture du dialogue inclusif;

Considérant que certains partis politiques de l'opposition se sont désolidarisés de la voie de violence toujours prônée par Mamadou Cellou Dalein Diallo, Président de l'UFDG, député à l'Assemblée Nationale ;

Considérant que des voies de recours institutionnelles sont dorénavant à la disposition des partis politiques.

Le RPG Arc-en-ciel reste convaincu que ces manifestations récurrentes de Mamadou Cellou Dalein Diallo, Président de l'UFDG, député à l'Assemblée Nationale, ne visent nullement la

relance du dialogue politique, mais la déstabilisation des institutions de la République à travers un coup d'Etat.

Face à cette situation, Le RPG Arc-en-ciel prend à témoin la communauté internationale, les institutions républicaines, la société civile, les organisations de défense des droits de l'homme, les coordinations régionales, les confessions religieuses sur les agissements de Mamadou Cellou Dalein Diallo, Président de l'UFDG, député à l'Assemblée Nationale, tendant à saper les valeurs démocratiques chèrement acquises par le peuple de Guinée.

Le RPG Arc-en-ciel lance un appel au peuple de Guinée d'observer le calme, la vigilance et à défendre l'unité nationale afin de continuer l'œuvre démocratique entamée par le Professeur Alpha Condé.

Vive la République
Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens.

Les nouvelles révélations de Cellou Dalein Diallo La gouvernance brouillonne de Condé fait perdre des opportunités au pays

A moins qu'on soit aveugle ou qu'on refuse tout simplement de voir la réalité, sinon, on n'est amené à constater l'incapacité notoire du régime actuel à booster l'économie guinéenne pour sortir les populations de la précarité. La mal gouvernance entretenue par la mauvaise gestion de la chose publique est devenue le nouveau crédo du régime Alpha Condé.

Les mines sont devenues le secteur de prédilection où se passent les vraies magouilles. Depuis quelques années, le fer guinéen est le meilleur du monde, mais reste jusque-là inexploité. D'où son énorme convoitise par les compagnies minières. De l'avis de l'économiste et actuel chef de file de l'opposition, Cellou Dalein Diallo, «lorsqu'Alpha Condé est arrivé au pouvoir, le prix de la tonne de fer était à un niveau très élevé sur le marché mondial des matières premières. On parle de 177 dollars US la tonne. Les majors étaient là. Vous aviez Vale, Rio Tinto, BHP Billiton, Chinalco... Tout le monde voulait du fer guinéen qui est le meilleur actuellement au monde et jusque-là inexploité. Son exploitation exige des infrastructures importantes. Ce qui porte le coût à 20 milliards de dollars d'investissement».

L'opposant révèle «qu'au début des années 70, le Nimba Simandou que le président Sékou Touré essayait de réaliser, était en compétition avec une mine au Brésil. Compte tenu des risques que constituait la Guinée à l'époque, puisque les deux ne pouvaient pas être réalisés au même moment vu la qualité des minerais et des quantités qui existaient, finalement les multinationales ont choisi les mines du Brésil. Depuis 2005 et 2006, cette mine s'épuise en raison de l'explosion de la demande asiatique, notamment de la Chine et de l'Inde. Mais l'économie est un cycle», enseigne Diallo.

Alpha Condé semble ignorer cette «réalité» laisse entendre l'opposant.

«Le Simandou était convoité. Rio Tinto pour stabiliser son régime fiscal et acquérir définitivement son permis, a payé 700 millions de dollars à la Guinée. Mais après, on est revenu là-dessus, on a changé le Code minier. Alpha a dit que désormais toute infrastructure qui sera construite ici en Guinée, appartiendra à hauteur de 51 % à la Guinée. Naturellement, la conséquence directe, c'est que la Guinée paye les 51 %. Il n'y avait pas de visibilité et à chaque fois qu'on avait un accord, on revenait là-dessus pour renégocier. On changeait le Code minier avec effet rétroactif. Les investisseurs étaient complètement perturbés».

L'affaire BSGR

L'ancien premier ministre, Cellou Dalein Diallo évoque aussi le conflit entre le

gouvernement guinéen et la compagnie BSGR du milliardaire franco-israélien Beny Steinmetz qui était en joint-venture avec le numéro 1 mondial du fer Vale.

«Là aussi, on a fait un problème de cœur. Un homme d'Etat ne doit pas avoir d'état d'âme. Il est responsable des conditions de vie de 12 millions d'habitants. Il faut être pragmatique. Vale, c'est le numéro 1 mondial du fer. S'il est chez vous, il veut investir, entendez-vous d'autant plus qu'il était prêt. On a refusé parce que c'est la corruption et tant d'autres choses. Peut-être que c'est vrai, la corruption est immorale. Mais le fait de vendre un droit avec la plus-value n'est pas illégale. Vale avait donné un milliard de dollars pour lancer les travaux. Alpha Condé a remis systématiquement tout cela en cause», explique Cellou Dalein Diallo.

Le chef de file de l'opposition rapporte également que le président Alpha Condé avait

voulu octroyer Simandou à des amis sud-africains qui ont soutenu son élection à la tête du pays en 2010.

«Mais ce qui a été vraiment fatal, c'est le fait qu'il n'y avait pas de visibilité, ni de stabilité. Aujourd'hui c'est ça, demain c'est tout autre. Le Code minier a changé 5 fois de suite. Entre temps, la crise est arrivée. Il y a eu la chute des cours du fer sur le marché mondial qui ne pouvait plus justifier maintenant la mise en œuvre immédiate de ce grand projet. Mais la responsabilité, c'est d'avoir tergiversé. Il faut dire que l'économie est un cycle. Il y avait une tendance haussière. On avait atteint un prix jamais atteint du prix du fer. Il faut dire que cela peut amener à changer et à se dépêcher de conclure en essayant de tirer au maximum de cet investissement» qui créait surtout des milliers d'emplois directs et indirects.

Perte d'opportunité d'emploi

Si ces contrats avaient été signés à temps opportun, ils auraient permis de donner de l'emploi à des milliers de jeunes diplômés qui végètent actuellement à travers le pays. Dans la phase de construction des infrastructures, le port et le chemin de fer auraient pu employer au minimum 40 000 personnes et environ 100 000

pendant la phase d'exploitation. Malheureusement, cette l'opportunité s'est envolée «en raison de l'inexpérience et de la volonté d'Alpha Condé de toujours régler des comptes. En raison aussi du manque de pragmatisme et de réalisme». Résultat, le régime fait pays «la facture de la mauvaise gouvernance» par le pauvre citoyen dont il est censé aider à rehausser le pouvoir d'achat. Ce n'est pas étonnant, le chef du régime actuel a passé tout près d'un demi-siècle à lutter pour diriger un pays sans se donner une seule occasion d'apprendre à gérer ne serait-ce qu'un petit portefeuille.

L'autrefois, Cellou Dalein Diallo avait également révélé que la contribution du secteur minier au budget de l'Etat en 2015 a été de 1 557 milliards de FG contre seulement 1 347 milliards de FG en 2014. Il y a eu un fléchissement du cours de la bauxite, mais les volumes ont tellement augmenté que la contribution du secteur minier de CBG en particulier a augmenté plus que les années précédentes. La raison? La Compagnie des bauxites de Guinée avait produit près de 1million 500 mille tonnes au lieu 1 million 300 habituellement. Au niveau de l'or aussi, la contribution a été plus importante. C'est pourquoi, en économiste aguéri, maîtrisant tout aisément son dossier, le président de l'UFDG indiquait qu'il n'y a pas eu d'impact de la baisse du prix des matières premières sur la contribution du secteur minier au niveau de l'Etat.

«Le problème, c'est la corruption et le détournement des biens pour enrichir le clan composé de 5 entreprises», avait déclaré l'opposant Diallo. «Maintenant, pour résorber ce déficit, on augmente la TVA même sur les denrées de première nécessité et on ne peut plus réduire le prix du carburant», faisait-il remarquer.

Une croissance économique mal assurée

Une étude comparée de la croissance de la Guinée avec deux autres pays frontaliers montre bien d'écarts.

Lorsque la Guinée faisait 2,3% de croissance en 2013, 0% en 2014 et une croissance négative en 2015, la Côte d'Ivoire réalisait quant à elle pendant la même période une performance. Elle est passée des croissances oscillant entre 8%, 9% et 10,3%.

Au même moment, le Sénégal faisait 6,7% de croissance en 2015.

La contreperformance actuelle est due à «la gouvernance brouillonne et hasardeuse du président Alpha Condé». Car, sous le régime du président Lansana Conté que les tenants du régime actuel citent en exemple de corruption et de malgouvernance aigüe, la Guinée, entre 1990 et 2000, a réalisé un taux de croissance de 5%.

Par Abdoul Malick Diallo

En bref

Kankan : les étudiants manifestent pour réclamer leurs bourses d'entretien

L'enceinte du campus universitaire de Kankan était en effervescence jeudi 21 juillet 2016. A l'origine de cette agitation, le retard du paiement des arriérés de bourses d'entretien au compte des 3 derniers mois. Pendant plusieurs dizaines de minutes, les protestataires ont poussé d'assourdissants cris et proféré d'hostiles slogans à l'endroit des autorités universitaires, le tout sous une pluie d'octroi des zéros.

Une manifestation qui a aussitôt conduit à la délocalisation de la 3e réunion du Comité interministériel de concertation Guinée-Mali pour la mise en œuvre du barrage hydroélectrique de Fomi dont la tenue était pourtant prévue là.

Ayant réussi à boucler toutes les 3 principales issues qui mènent à l'enceinte de l'université Julius Nyerere, ainsi que les bureaux du Rectorat et du Décanat, les manifestants disent être mobilisés jusqu'au paiement intégral de leurs bourses, pour pouvoir regagner leurs familles respectives.

Du côté des autorités universitaires, on évoque un retard dans le déboursement de la subvention trimestrielle accordée aux universités.

Par Mady Bangoura



Bantama à Dalein et Cie: Marchez de Km 36 à Mamou ou Labé !

Les opposants au régime d'Alpha Condé prévoient d'organiser ce 4 août une marche pacifique dans les 5 communes de la capitale. Le ministre conseiller chargé de mission à la Présidence leur demande d'éviter seulement l'autoroute Fidel Castro qui rallie les communes de Matoto, Matam et Dixinn à celle de Kaloum. Et il explique le pourquoi. «Mieux vaut prévenir que guérir. Tout le monde sait qu'en, Guinée depuis 2011, chaque fois que l'opposition veut emprunter l'autoroute, le pouvoir a dit non. Ce n'est pas la peur. Tout le monde sait que sur l'autoroute Fidel Castro, il y a le marché de Bonfi, la Casse, le centre commercial Koumi et le grand marché de Madina. Donc, des gens vont s'attaquer à des commerçants qui ont investi durant des années».

Le ministre Sanoussi Bantama Sow est membre actif du parti au pouvoir. Il rappelle au bon souvenir de tous qu'«en 2015, le président Sidya Touré est passé sur l'autoroute Fidel Castro. Mais quand Dalein y est passé, les magasins ont été incendiés à la Casse et le centre commercial Koumi, détruit». Bantama Sow ne s'oppose à la marche, mais demande ironiquement aux opposants de choisir d'autres itinéraires. «Qu'ils commencent par le Km 36 à Coyah, Mamou via Kindia jusqu'à Labé!»

Par Aissatou Diallo



Les opposants au régime, Papa Koly Kourouma, Cellou Dalein Diallo et Mankané Kaké maintiennent leurs manifestations prévues le 4 août dans la capitale Conakry.

MÉDIAS

Bob Barry, le guinéen de la Deutsche Welle

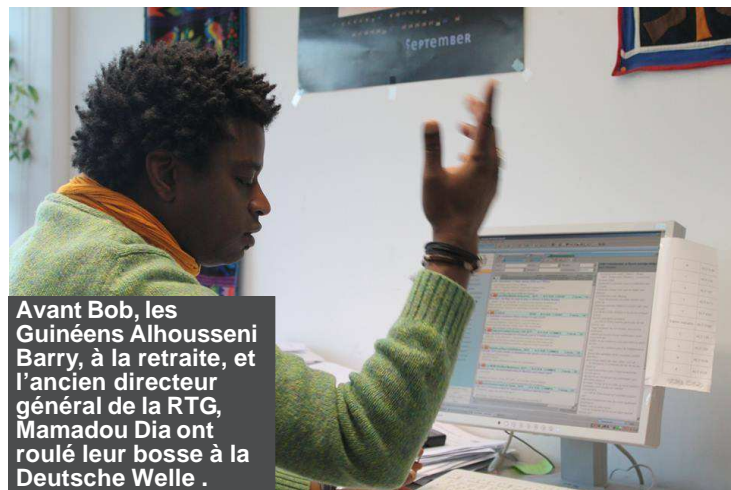
Bob Barry est d'origine guinéenne. Il a intégré le service Afrique-francophone de la radio internationale allemande **Deutsche Welle** (DW) à la fin de l'année 2010. Depuis, il fait le bonheur des auditeurs mais aussi des médias africains qui éprouvent le besoin de rehausser le niveau de leurs journalistes, rédacteurs et présentateurs d'émission ou de journal parlé. Car, Bob est également sollicité pour animer des sessions de formation au compte de l'académie de journalisme **DW-Akademie**, dont il est l'un des produits. Cette double casquette motive constamment Bob à réadapter son calendrier, tout en jouant pleinement son rôle dans le traitement équilibré de l'actualité africaine et internationale en compagnie d'autres nationalités travaillant à la DW. Le coup de fion dans lequel excelle Bob Barry depuis 2011 quand il était encore au service français de **Radio Netherlands**, c'est l'action d'inclure avis de citoyens lambda, d'experts confirmés, de ministres et de dirigeants de ce monde dans un reportage. Bob s'enrichit des échanges avec ses confrères européens et afro-asiatiques, et de ses nombreux reportages dans les quatre coins de la planète. Bob Barry a fait presque toutes les grandes capitales du monde à part Washington, Tokyo et Pékin. Il était de l'équipe de reportage de la Deutsche Welle dépêchée à Conakry pour la couverture médiatique de l'élection présidentielle du 11 octobre 2015. ■



Bob Barry anime des sessions de formation dans le cadre du programme Afrique de la Deutsche Welle.



Bob Barry reçoit dans l'une de ses émissions la star du football Ibrahima Traoré évoluant au poste de milieu de terrain le club allemand de Borussia Mönchengladbach.



Avant Bob, les Guinéens Alhousseni Barry, à la retraite, et l'ancien directeur général de la RTG, Mamadou Dia ont roulé leur bosse à la Deutsche Welle.

FONDATION RIO TINTO

Le pari de l'engagement socioéconomique

Avec un budget de **2 millions de dollars US** (contrairement à ce que nous écrivions dans le précédent) cette fondation créée par la compagnie minière Rio Tinto réussit le pari d'épauler les acteurs locaux dans leurs projets de développement socioéconomique.

Le business plan de la fondation fait état de 7 projets agricoles notamment en caféiculture, riziculture, maraîchage, saliculture et agro-business. La fondation a consacré une enveloppe de près de **14 milliards de FG** dans une vingtaine de préfectures de la Guinée profonde. Un acte hautement salué par les bénéficiaires et les autorités du pays.

Le 15 juillet 2016, une cérémonie officielle a été organisée au jardin 2 octobre de Conakry à l'effet de présenter le rapport d'évaluation des projets du premier appel à proposition. A l'occasion, le consultant en développement **Ibrahima Barry** a expliqué avoir effectué 2 mois de travail de terrain, en interviewant les bénéficiaires et les partenaires.



Mme Sanassa Diané dirige la Fondation Rio Tinto.

Son constat donne des tonnes de raisons d'espérer à la directrice de la fondation, **Mme Sanassa Diané**. Sur un total de 7 projets, «un seul projet boiteux: c'est celui de la ferme avicole de Maferinya», mais, rassure le consultant Barry, tout n'est pas perdu. «Le projet est récupérable».

Par Abdoul Malick Diallo

COMMUNE DE MAMOU

Barry Maths reprend la main

Mamadou Alpha Barry, dit Barry Maths a été confirmé mercredi 20 juillet au poste de président de la délégation spéciale de Mamou par le ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation. Cette confirmation est un ouf de soulagement pour la mouvance présidentielle et l'Ufdg, le parti qui l'a désigné. Puisque depuis avril dernier, les travailleurs de la mairie sont sans salaire. ■



L'enseignant Barry Maths confirmé dans ses fonctions.

APPEL A CANDIDATURE

ELECTION MISS GUINEE FRANCE

PAR ASSOCIATION DES JEUNES GUINEENS DE FRANCE



BELLE, GRACIEUSE ET ENGAGÉE ?

METS TA BEAUTÉ AU SERVICE DU COEUR

INSCRIPTION:

JUSQU'AU 23 SEPTEMBRE

DIRECTEMENT : WWW.AJGF.ORG

MAIL : CANDIDATURE_MGF@AJGF.ORG

CASTING : 24 ET 25 SEPTEMBRE

CONTACT : 0659660256 | 0652454289

MISS GUINEE FRANCE

LA BEAUTÉ AU SERVICE DU COEUR





CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Coopération : Le Mali se dote d'entrepôts civils et militaires en Guinée

Après son espace de débarquement au port de Conakry et sa plateforme multimodale à Kankan, la République du Mali se dote d'entrepôts civils et militaires en Guinée. Cet ouvrage bâti sur une superficie de 5 hectares, dont 3 hectares réservés aux civils et les 2 autres aux militaires, se situe dans la localité de Friguadi, sous-préfecture de Manéah, à Coyah. Il a été inauguré vendredi 15 juillet en présence de plusieurs officiers, sous-officiers, hommes de rang, ainsi que de nombreux représentants

- clé en main - de l'ouvrage a été possible grâce au partenariat d'un groupement entre les **Etablissements Karkaba**, le bureau **Arias** et le bureau **Veritas**.

Un projet qui, dit-il, s'inscrit dans le cadre de la réalisation des infrastructures de désenclavement de la République du Mali et dans lequel l'axe Conakry-Bamako représente le plus court tronçon d'accès à la mer, avec 930 km.

Pour le ministre malien de la Défense et des anciens combattants, cette inaugu-

ration marque la consécration de la volonté commune des hautes autorités politiques et militaires de la Guinée et du Mali.

«Ces entrepôts sont l'aboutissement d'un long processus historique et politique qu'il conviendrait de résumer en quelques mots. Ils datent du mois d'août 1993, et sont aujourd'hui non pas seulement des forces de défense et de sécurité du Mali, mais aussi de toute la nation malienne», a fait remarquer **Tieman Hubert Coulibaly**.

Ces entrepôts constituent la première source d'approvisionnement des forces armées maliennes. Ils permettront à coup sûr le stockage dans les normes requises et en toute sécurité des matériels et équipements militaires en transit en Guinée vers le Mali. Ils assureront aussi l'hébergement du personnel en mission dans les entrepôts, tout en ouvrant le Mali sur l'océan.

Ces installations répondent ainsi à plus d'un impératif. En ce sens qu'elles contribueront fortement à renforcer les liens de coopération



Le ministre Diané et son homologue du Mali, le 15 juillet à Coyah.

des notabilités et des légitimités politiques et religieuses de la préfecture. En outre, on notait la présence du ministre d'Etat, ministre chargé de la Défense nationale, **Dr Mohamed Diané**, le haut commandant de la Gendarmerie nationale, directeur de la Justice militaire, le **général Ibrahima Baldé** et Mme l'ambassadrice du Mali en Guinée.

Ses activités d'entreposage comprennent un bâtiment de police, une bache à eau de 40.000 litres, ainsi que le réseau d'incendie armé. Une unité d'hébergement d'une capacité de 3 bâtiments pour le logement des officiers, un bâtiment pour les sous-officiers, un bâtiment pour les hommes de rang, un autre dédié à la restauration et un bloc sanitaire.

Dans son discours de bienvenue, le préfet de Coyah, après avoir rappelé l'historicité des relations d'amitié et de fraternité existant entre les deux pays, s'est réjoui du fait que sa sphère administrative ait eu le privilège d'abriter ces installations, signe évident de l'intégration sous-régionale entre deux pays d'une même histoire. Par la suite, **Dr Ibrahima Barboza Soumah** a rassuré de son soutien et de son engagement ainsi que de ceux des populations de Coyah dans la protection de ces installations, et faciliter les mouvements de transport.

Au nom de la société qui a exécuté les travaux, **Laurence Jean Roger** a indiqué que la livraison



La principale porte d'accès à l'entrepôt du Mali à Coyah.

amicale et fraternelle entre les deux pays unis par le sang, l'histoire et la géographie. Puisqu'aujourd'hui, la nécessité d'améliorer le cadre global de développement socioéconomique des Etats passe nécessairement par la volonté politique et la mise en œuvre des réformes cohérentes, en vue d'une intégration sous-régionale efficiente.

Mady Bangoura
Envoyé spécial

BAR ADMIRABLE
PLEIN AIR

Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

Chez Tonton Dacky

Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)

M'Bemba Bangoura s'en est allé !

M'Bemba Bangoura, ancien gouverneur de Conakry puis de Faranah sous le régime Conté a répondu à l'appel du créateur dimanche 17 juillet 2016.

Enseignant de profession, académicien, acteur de théâtre et grand danseur de ballet traditionnel, il n'hésitait pas à esquisser des pas de danse pendant des rassemblements en faveur du président Conté et de la Première dame. Ou encore à asséner des paires de gifles aux femmes soupçonnées de jets d'ordures ou qui



osaient défier son corrosif cortège et sa meute de gardes du corps dirigée par un albinos en tenue de policier dans la ville de Conakry. A l'avènement du régime Dadis, il a connu l'humiliation dans un célèbre Dadis Show télévisé - disponible sur Youtube - et jeté en prison pour complicité de narcotraffic au moment où il était gouverneur à Faranah. Libéré sous Konaté, M'Bemba Bangoura rejoint le Rpg d'Alpha Condé qui le fait nommer président de la délégation spéciale de Dixinn. Poste qu'il a occupé jusqu'à son rappel à Dieu. ■

SANTÉ: Dr Tounkara situe le débrayage du 11 juillet

Les médecins et enseignants-chercheurs des Centres hospitalo-universitaires (CHU) de Conakry ont observé un débrayage lundi 11 juillet 2016. Le lendemain à leur assemblée générale, ils ont décidé de stopper net leur «grève».

Leur porte-parole, Dr Thierno Mamadou Tounkara, également enseignant-chercheur à la Faculté de médecine, odontostomatologie de l'université Gamal Abdel Nasser a indiqué qu'il s'agissait bel et bien d'une «grève» pour exiger l'amélioration de leurs conditions de travail. Parce que, explique-t-il, «ce sont ces enseignants qui sont dans les deux hôpitaux



Dr Thierno Mamadou Tounkara, porte-parole du syndicat des médecins et enseignants-chercheurs des CHU de Conakry.

nationaux Ignace Deen et Donka. Alors, pour qu'il y ait de très bons médecins, il faut qu'il y ait de bons formateurs. Ce qui passe nécessairement par certaines exigences parmi lesquelles l'application des textes qui régissent notre corporation». La grève a été suspendue sur engagement de l'Etat d'appliquer les textes et d'assurer «des meilleures conditions de travail, aux personnels des deux CHU. Afin que chacun accomplisse son devoir «dans sa triple vocation d'enseigner, d'administrer des soins, mais aussi faire la recherche» comme le commande le sermon d'Hippocrate. ■

Entrevue / Alsény Sylla, fondateur du MOFADE

Alsény Sylla dit Albert est un guinéen de la diaspora établi à Lausanne, dans le canton de Vaud en Suisse. Il est le président du Mouvement en faveur de la démocratie (MOFADE). Nous l'avons rencontré.

Le Populaire: Peut-on savoir les principes et les valeurs de cette association ?

Alsény Sylla: Nous menons nos projets de développement selon les principes et les valeurs qui nous tiennent à cœur. C'est ainsi que nous, citoyens de Guinée, conscients des violations des droits socio-économiques dans le pays, particulièrement ceux des couches marginalisées, des faiblesses liées à l'organisation de la société civile et de son incapacité à accompagner les catégories vulnérables dans leur quête de bien-être, avons créé le 9 janvier 2016 à Genève ce mouvement.

Quelle est son orientation ?

Son orientation répond à plusieurs stratégies. A savoir: la nécessité de faciliter l'émergence des communautés rurales qui constituent le moteur de transformation politique, économique, sociale et culturelle du pays. C'est aussi le souci de privilégier la démarche consensuelle à travers le dialogue, la résolution de conflits, le respect des normes démocratiques et la recherche de la cohésion. La construction d'une référence locale appelée à remplir le rôle d'interface dans les rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les masses souffrantes des communautés vulnérables et la nécessité de promouvoir une culture des droits. C'est pourquoi le Mofade se donne pour mission de



Alsény Sylla dit Albert, président du Mofade

lutter contre l'exclusion et les violations des droits humains. Sans oublier le renforcement des capacités des communautés et structures locales.

Le Mofade rêve d'une communauté sans pauvreté et respectueuse des droits humains conformément à la Constitution de la Guinée, aux différents traités, accords et conventions internationaux dont l'Etat est partie. Il fonde sa vision sur des principes de justice, d'équité, de solidarité, de dignité, d'inclusion et de transparence. Le Mofade se propose de vulgariser les instruments internationaux des droits de l'homme incluant les mécanismes de protection en vue d'arriver à une société juste et équilibrée. Nous apportons des réponses effectives aux violations des droits humains en Guinée par l'implication de tous les organismes internationaux accrédités au pays. Le Mofade

facilite également l'intégration des femmes et des jeunes dans le processus de transformation du pays à travers des mécanismes participatifs et promeut l'éducation accélérée aux droits humains.

Quels sont vos domaines d'intervention et vos actes posés ?

Le Mofade intervient dans des domaines prioritaires comme les droits humains, la sécurité alimentaire, l'environnement, la santé, l'éducation, le renforcement des capacités, l'urgence et le plaidoyer sur les droits. C'est un mouvement qui vient de naître. Nous sommes à la phase de reconnaissance au niveau des autorités, des institutions accréditées en Guinée et au niveau international.

Réalisée par
Ahmed Tidiane Diallo

BIO EXPRESS

■ **1990** ■ Alsény Sylla débute ses études à l'école primaire de Gangan à Kindia. Après l'obtention de son Certificat d'études primaires (CEP), il pose ses valises à Conakry où il est accueilli au collège Camp Alpha Yaya Diallo. Puis, au lycée Yimbaya où il passe avec brio trois années d'enseignement général dans le profil sciences mathématiques.

■ **2001** ■ Il est diplômé d'études supérieures en Physique du corps solide électronique à l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry.

■ **2003** ■ Sylla est engagé comme professeur contractuel de Maths-physique à la Direction préfectorale de l'Education de Kindia au titre de l'année scolaire 2003-2004. Il occupe des postes sociaux, notamment le Secrétariat administratif du bureau communal de la section syndicale professionnelle de l'éducation de Kindia, puis la présidence du bureau régional des enseignants contractuels de Kindia.

■ **2010** ■ Pendant la campagne présidentielle, il accompagne le RPG comme correspondant de *Guinee24.com* pour participer à la sensibilisation dans 200 districts et communes rurales de la Guinée et apprendre aux populations de l'arrière-pays comment voter.

■ **2015** ■ Sylla intègre l'université Henry Dunant à Genève. Fêré du savoir, il s'adjuge un diplôme en Droits de l'homme avec spécialisation en Droits économiques, sociaux et culturels (DESC).

Alsény Sylla est coresponsable de l'ONG *Apprentissage sans frontières Guinée* (ASF/ Guinée) et *SalarNet Africa*. Deux structures qui ont formé 340 cadres de la Fonction publique guinéenne en technologies de l'information et de la communication avec la collaboration de *SENAREC Guinée*. Récemment, il a été animateur de la valise pédagogique entre la commune de Nantes en France et la commune de Kindia par le biais de l'ONG *Guinee44*, actuelle *Loire Atlantique* avant de créer le MOFADE. ■

Sagesse

1 Les préjugés sont la raison des sots.
Voltaire
(Poème sur la Loi Naturelle)

2 Je me croirais le plus heureux des mortels si je pouvais faire que les hommes pussent se guérir de leurs préjugés. (...) Il faut bien connaître les préjugés de son siècle, afin de ne les choquer pas trop, ni trop les suivre. (...) Je n'ai point tiré mes principes de mes préjugés, mais de la nature des choses.
Montesquieu
(Mes pensées)

Makalé Camara ou le grand malheur d'être ministre du régime Alpha Condé

Cette ancienne ministre et ancienne ambassadrice de Guinée au Sénégal puis en France est l'actuelle cheffe de la diplomatie guinéenne. En tant que tel, **Makalé Camara** a le droit de regard sur tout ce qui se passe au sein de son administration de compétence, comme le mouvement du personnel. Mais dans le gouvernement piloté par le Premier ministre **Mamady Youla** et présidé par l'ancien opposant historique, cela ne lui donne pas tous les privilèges de participer au choix des cadres devant asseoir son autorité, et bénéficier en retour des considérations dues à son rang. Elle est écartée de tout ou presque.

Tout se décide à son insu et sans la moindre consultation de la ministre qu'elle est. Sur certains dossiers, ses subordonnés des Affaires étrangères sont mieux informés qu'elle de la marche à suivre. Dernièrement, deux nominations lui sont tombées dessus alors qu'elle effectuait une mission hors du pays. Ce n'est que lorsque le syndicat des travailleurs a battu le pavé à la Direction nationale des Guinéens de l'étranger que dame Camara a été informée de ce qui se tramait dans la maison qu'elle est censée diriger. La protestation contre la nomination lundi 11 juillet 2016 de **Mme Aminata Camara**, ancienne



En tant que cheffe de la diplomatie, Makalé Camara devrait avoir les mains libres pour asseoir son administration.

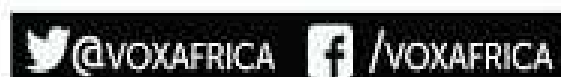
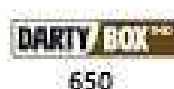
cheffe de cabinet du ministère des Guinéens de l'étranger érigé en Direction nationale des Guinéens de l'étranger qu'elle est appelée à occuper et de **M. Mamadou Saitiou Barry** ancien chargé de missions dudit comme son adjoint, a étalé au grand jour non seulement le manque d'égard de Sékou-touré à l'endroit de la ministre, mais aussi le profond malaise dans lequel baignent certains cadres obligés de revoir aux mêmes postes des «gens qui ont fait main basse» sur les droits de missions, de bourses d'études et autres avantages comme les dotations en carburant. ■



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE



Ministère de la Pêche, de l'Aquaculture et de l'Économie maritime

Trop de bruit pour rien

Le rôle du ministère de la Pêche ne se limite pas à vendre des licences pour s'en vanter. Il doit créer un environnement économique favorable avec des instruments incitatifs pour les capitaux privés, bâtisseurs d'industries dans le secteur.

Il est important de savoir que la notion d'économie maritime est transversale. Le ministère de la Pêche, de l'Aquaculture et de l'Économie maritime a délivré 82 licences à 47 bateaux pour 2 trimestres. Pour autant, les ports de Conakry et de Kamsar ont-ils bénéficié de travaux de manutentions portuaires ou d'avitaillements divers pour le compte de ces bateaux ? Les pétroliers guinéens ont-ils reçu un bon de commande émanant de ces bateaux pour un seul litre de carburant ? Quel est le nombre d'emplois directs créés par ces bateaux ? Quel est le nombre de tonnes de produits pêchés qui a été livré pour la consommation locale ou pour les unités industrielles locales de valorisation ?

L'économie maritime, dans son volet pêche, ce n'est pas exploiter des gisements de

pétrole découverts en mer, ni prendre la tutelle du port autonome de Conakry, comme le croient certains cadres du département.

Notre ministère de la Pêche actuel doit, en économie maritime, se gêner de présenter seulement le volet recettes issues de cette troublante vente de cartons de licences – à la place de cartons de poisson – pour 3,5 millions de dollars (32 milliards de francs guinéens) en 2 trimestres, alors que plus de 50 espèces ont été pêchées.

À l'opposé, le ministère d'à côté – celui de l'Agriculture –, travaille avec une humilité et une efficacité remarquables. Il ne claironne pas ses exploits, comme le montant qui est revenu à l'économie nationale à travers les sociétés exportatrices de noix de cajou (l'anacarde). En moins de deux trimestres – du 1er janvier au 17 mai 2016 –, la Guinée a exporté 19 136 tonnes d'anacarde pour une valeur de 21 049 651 dollars, au prix moyen de 1 100 dollars la tonne. Voyez ce que rapporte un seul produit agricole, l'anacarde, en si peu de temps !



Chérif Diallo
Consultant en Pêches
Ex directeur général de la
Société mixte guinéo-
française Nouvelle
Sogupêche
safrecsarl@yahoo.fr

Par ailleurs, en moins de trois ans, le ministère de l'Agriculture a doublé la production de riz et de fonio et triplé celle de manioc et de maïs. Ce, sans parler des autres produits rapportant des devises à l'exportation : coton, hévéa, huile de palme,

sésame, café, fruits et légumes.

En plus, ce ministère vient de doter la Guinée d'une usine de production d'engrais, après 58 ans de souveraineté. Cependant, l'État ou la Banque mondiale n'a pas vu Mme la ministre de l'Agriculture ou ses cadres s'en vanter sur les médias.

Alors maintenant ça suffit, M. André Loua, faisons de la pêche autrement ou simplement comme elle aurait dû l'être. À savoir, réaliser les investissements nécessaires dans les infrastructures portuaires et les industries de transformation et de valorisation des produits de pêches.

Que ceci soit bien noté par ailleurs : le ministre sénégalais de la Pêche ne va pas crier sur tous les toits avoir versé au trésor de son pays 200 millions de dollars par an. Il fait son travail et se tait. Le reste n'est point son affaire. Et c'est beaucoup mieux ainsi.

Communiquer à tout va, qui plus est faussement, ce n'est pas le rôle principal d'un ministère de la Pêche. Il doit créer un environnement

économique favorable avec des instruments incitatifs pour les capitaux privés, bâtisseurs d'industries dans le secteur.

Il ne faut surtout pas ressasser que la pêche guinéenne va surpasser les mines guinéennes en matière de recettes dans deux ans. Le budget 2016 du gouvernement voté par l'Assemblée prévoit en son volet recettes pour le secteur des mines 240 millions de dollars. Je vous souhaite du plaisir M. le ministre de la Pêche avec vos 3,5 millions engrangés en six mois. Même en exportant la totalité du potentiel halieutique guinéen, à savoir 112 000 tonnes au prix du marché que nous connaissons tous, vous n'atteindrez pas les Mines ou l'Agriculture. Et ce, même dans 10 ans, avec votre stratégie actuelle.

Venez donc à l'économie maritime telle qu'ébauchée plus haut.

Chérif Diallo
Consultant en Pêches
Ex directeur général de la
Société mixte guinéo-française
Nouvelle Sogupêche
safrecsarl@yahoo.fr

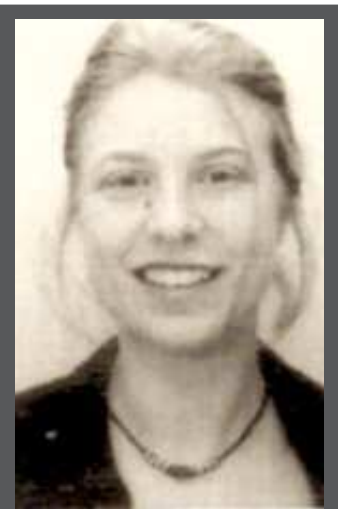
INVITATION À LIRE

Tierno Monenembo.
Une écriture
de l'instable

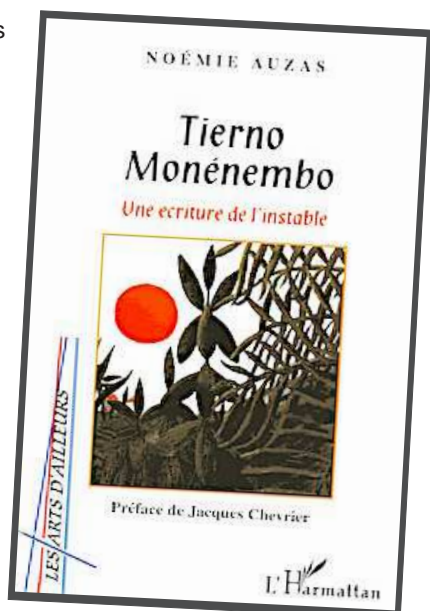
Auteure: Noémie Auzas
Paris, Editions L'Harmattan.
2004. 180 p.

Loin de l'Afrique idéalisée, Tierno Monenembo — figure majeure de la littérature francophone contemporaine — est un écrivain de l'exil, très marqué par les turbulences de son siècle.

Dans ses romans, il raconte l'histoire de son pays, la Guinée et, plus largement, celle du continent africain. Une histoire trouble et incertaine où les temps funestes de la colonisation ne masquent pas les difficultés de l'indépendance. Restituant les récits dans leur contexte historique et politiques, Noémie Auzas s'attache à retrouver la signification profonde d'une oeuvre foisonnante en tissant les nombreux liens entre cette Afrique malmenée — tous les personnages vivent dans la précarité et l'errance — et le courant baroque européen caractérisé par le mouvement, la fluctuation et l'indistinct. Étudiée avec brio, cette rencontre de l'Afrique et du baroque se révèle particulièrement féconde car elle nous permet d'appréhender l'oeuvre de Monenembo comme un parcours initiatique en nous menant de la surface instable à la profondeur mémorielle, et en nous invitant ainsi à ne pas demeurer un lecteur "aux-paupière -de-chouette". ■



Née en 1980, Noémie Auzas est agrégée de lettres modernes. Elle poursuit actuellement ses recherches sur la littérature francophone et, plus précisément, sur le roman antillais.



Où sont les produits des pêches ?

Le ministre actuel perpétue la politique de rente qui prévaut depuis plus de 25 ans dans le secteur guinéen des pêches.

Dans la communication faite par le ministère de la Pêche, à travers la presse – dont Le Lynx N°1261 –, je relève des incohérences tant dans le texte que sur le tableau présenté.

Pour commencer, je fais remarquer à ce département que la principale préoccupation de l'État et de la Banque mondiale (car elle est citée) est que le public sache régulièrement quelle est la situation de la gestion des ressources halieutiques guinéennes et non simplement celle des licences. Car qui dit pêches dit produits de pêches. C'est cela la ligne directrice d'une bonne lettre de mission à remettre à un ministre de la Pêche.

On ne développe pas, on n'a jamais développé, la pêche en ne faisant que de la simple vente de licences de pêches, en lieu et place de la vente de produits de pêche. Ce n'est pas en vendant des licences que notre voisin sénégalais perçoit 200 millions de dollars en moyenne annuelle depuis plus de 15 ans.

Dans le tableau on dit avoir vendu 82 licences à 82 bateaux en précisant plutôt 45 + 2 bateaux). Ceci au bénéfice de 8 sociétés. Le ministère a-t-il demandé à ces sociétés le nombre total des captures

effectuées par les 47 bateaux dans nos eaux ? Si oui, qu'il le publie et présente aussi le montant total dont il peut se prévaloir au bénéfice de l'État, ou de l'économie guinéenne en général, à travers la vente de ces produits de pêche, comme il le fait si bien pour la vente de licences de pêches. C'est certainement impossible, puisque qu'aucune de ces sociétés bénéficiaires de licences, je dis bien aucune, ne possède un seul bateau parmi les 47 alignés. En Guinée, il n'y a qu'une seule société qui est propriétaire de 5 bateaux, et ceux-ci ne pêchent que du poisson pélagique : c'est SONIT SARL, qui, soit dit en passant, n'est plus SONIT PÊCHE par l'enseigne qu'on voit sur ses murs.

Les autres – Thiangu, Djoliba pêche, Josemar, etc. – ne sont propriétaires ni d'une pirogue ni d'une canne à pêche en Guinée.

Je fais remarquer au ministère en charge des pêches qu'apporter directement au trésor public 3,5 millions de dollars (l'équivalent d'environ de 32,6 fameux milliards de francs guinéens) par la vente de 82 licences n'est guère un exploit. Cela participe plutôt de cette néfaste stratégie d'exploitation de nos ressources halieutiques. Et c'est très grave. Le ministre actuel perpétue la politique de rente qui prévaut depuis plus de 25 ans. Il dégrade ainsi les

ressources. Pour preuve, comparez le plan de pêche élaboré par le centre de recherches de Boussoua et le Centre national de surveillance et de protection des pêches (CNSP) de l'année 2006 avec celui de 2016. En seulement dix ans, nos ressources halieutiques sont passées d'un potentiel exploitable annuel de 245 000 tonnes à 112 000 tonnes. Voici les conséquences de la stratégie ou politique de développement de nos pêcheries.

Plus grave encore, dans le potentiel actuel, nous ne disposons plus que de 32 000 tonnes de produits à haute valeur commerciale. Les 80 000 tonnes restantes n'étant constituées que d'espèces pélagiques – chinchards et sardinelles essentiellement. Arrêtons de vendre des licences à des navires tiers en ce qui concerne les 32 000 tonnes d'espèces démersales. Réservons cela uniquement à la pêche artisanale motorisée et aux petits bateaux artisanaux de 12 à 18 mètres et de 300 à 400 CV. Parlons produits de pêches et pas seulement licences de pêches. Car l'économie maritime c'est aussi le carburant vendu aux armements, les manutentions portuaires, les transports frigorifiques, les entrepôts frigorifiques, l'énergie électrique consommée, etc.

C. D.

JUSTICE : Me Kissing Camara y a mis du sien, mais...



Avec ses confrères huissiers de justice, Me Kissing Camara (sur la photo) a tenté l'audace de «grèver» le lundi 11 juillet 2016. Mais à la rencontre tenue le lendemain à Sékhoutouréya, le président Alpha Condé et le ministre de la Justice Cheick Sako leur ont convaincu de reprendre le travail. Me Bassékou Condé de la cellule de communication de la Chambre des huissiers de Guinée a laissé entendre que le président Condé a juré n'avoir jamais «interdit l'exécution d'une décision de justice. D'ailleurs, il a dit qu'il veut rencontrer la famille judiciaire à son retour de son voyage».



Mame Diallo de Guineenews, star médias de la Cop 22

La journaliste Mame Diallo Sylla de Guineenews.org a volé la vedette à la cohorte de journalistes présents au Maroc à l'occasion de la Cop22 à Marrakech. Elle a été la chouchoute des médias. Ici, elle est interviewée par la télévision marocaine à forte audience TV 2M, après la visite du site du village de la COP22 à Bab Ighli. ■

Syndicalisme: Un journaliste en prison pour outrage à magistrat

Depuis plus d'une semaine, le directeur de la publication du journal *Kurukanfuga*, est en prison à la maison centrale de Conakry. Non pas pour délit de presse mais pour avoir répliqué au qualificatif de « mal-né » proféré à son encontre par le juge Paul Laham du tribunal de Mafanco auprès duquel il est venu s'enquérir de l'état d'avancement du dossier d'un employé de la banque Biciqui licencié. Le verdict est attendu ce lundi 25 juillet au TPI de Mafanco. Activiste des droits de l'homme, Alhousseiny Magassouba est aussi syndicaliste membre de la Cosatreg dirigée par Yamoussa Touré. ■



Yamoussa Touré, leader de la Cosatreg.



Le ministre Sékou Kourouma n'est pas exempt de reproches. En 2015, il a fait organiser un concours de recrutement d'agents de santé. Jusqu'ici, les candidats attendent les résultats. Il est lui aussi accusé d'avoir fait intégrer ses proches, dont l'un est étudiant de son état, à la Fonction publique.

831 fonctionnaires bientôt jugés pour faux et usage du faux

Si ce n'est une nouvelle malice concoctée de toutes pièces pour créer le buzz afin de distraire l'opinion du vrai mal qui ronge l'administration Alpha Condé, 831 fonctionnaires ayant introduit de faux documents dans leurs dossiers à la Fonction publique guinéenne vont devoir répondre de leur forfaiture devant un tribunal compétent.

La date n'a pas encore été fixée, mais le ministère dirigé par Sékou Kourouma semble être décidé à ester en justice ceux-là qui réclament à cor et cri leur régularisation massive et automatique depuis des années alors qu'ils dissimulent dans leurs actes d'engagement des manipulations de tous genres de documents administratifs. Tenez! Une certaine personne se disant comptable est née sur son attestation de formation professionnelle, le 30/09/1992. Pendant que sur son diplôme et sur l'extrait de naissance, la date de naissance mentionnée est 1989. Pire, elle se déclare fonctionnaire de la hiérarchie A suivant arrêté en date du 8 février 2010. Or, ses documents

de fin d'études datent du 13 octobre 2010 pour le diplôme et du 27 juillet 2013 pour l'Attestation. Ce cas fait partie des 831 dossiers décelés sur 1 809 étudiés par les services du ministère en charge de la Fonction publique. Il en reste plusieurs autres milliers de dossiers dont les titulaires réclament une régularisation. Mais les références de certains actes d'engagement correspondent à d'autres types d'actes de mutation, de changements de corps et de reclassements. Quand les références sont authentiques, le nom de celui qui revendique ne figure pas sur l'acte en question. La date de signature de certains actes ne correspond pas à la période d'exercice du ministre signataire. Sur 100 cas étudiés, la substitution frauduleuse de noms et prénoms au profit d'autres sur le même arrêté laisse conserver les mêmes références. Pis encore, l'effectif visé sur l'arrêté d'engagement est différent de celui mentionné sur l'acte authentique. ■

FORUM DES FEMMES PARLEMENTAIRES
Hadjia Fatoumata Binta Diallo élue présidente

Le 9 juillet 2016 dans la salle des actes du Palais du peuple, les femmes parlementaires ont élu le nouveau bureau de leur forum, appelé Forum des femmes parlementaires de Guinée (FOFMAG) Hadja Fatoumata Binta Diallo députée uninominale de Koundara sous la bannière de l'UFDG, succède à Hadja Nanfadima Magassouba du RPG-Arc-en-ciel, jusque là présidente dudit forum.

Cette élection (par consensus) est intervenue après une séance de formation sur les innovations des codes pénal, de procédure pénale et du projet de code civil, et des connaissances sur les lois et conventions sur la protection des femmes. Elles ont ensuite procédé au toilettage des documents juridiques et administratifs de leur structure.

Un plan d'action 2016-2018 a été élaboré. Les Statuts et Règlement intérieur ont été toilettés et adaptés au contexte du jour.

Ces formalités ont été suivies par la présentation du rapport d'activités du forum qui s'articule autour des activités réalisées sur le plan national et international.

Entre autres des activités inscrites au plan d'action du forum, il y a celles essentiellement axées sur des réunions avec les partenaires techniques et financiers, des rencontres avec le département de l'Action sociale, du partenariat avec la société civile, de médiation, de missions à l'étranger et de voyages d'études. L'Assemblée a adopté les rapports d'activités et financier pour la période de 2014-2016. C'est au terme de ces travaux qu'un nouveau bureau exécutif consensuel a été mis en place

avec à sa tête, la députée uninominale de Koundara, Hadja Fatoumata Binta Diallo de l'UFDG (sur la photo), trésorière dans le bureau sortant. Mme Djalikatou Diallo a été reconduite à son poste de Secrétaire générale.

La présidente sortante, compte tenu de son expérience, a été proposée au poste de conseillère et membre de droit du bureau. Et, désormais, toutes les anciennes présidentes sont conseillères et membres de droit du bureau. C'est l'une des modifications intervenues dans les statuts et règlement intérieur.

Le bureau exécutif est composé de sept postes, repartis ainsi qu'il suit: trois (3) pour la majorité présidentielle, trois (3) pour l'opposition et un poste pour les non-inscrits.

Ainsi, la nouvelle présidente du forum est Hadja

Fatoumata Binta koundara Diallo (UFDG), Secrétaire générale : Mme Djalikatou Diallo (exclue du PEDN, elle est députée non inscrite) ; Trésorière : Djené Saran Camara (RPG/AEC) ; Communication: Djéssira Traoré (UFDG) ; Formation et Plaidoyer : Anne Marie Mansaré (RPG/AEC) ; Suivi et Evaluation : Fatoumata Holo (UFDG) ; Affaires Sociales : Mme Aïssata Soumah, députée uninominale de Boffa (UFR).

A cette occasion, la nouvelle présidente du forum des femmes parlementaires, Hadja Binta, a promis de ne ménager aucun effort pour l'atteinte des objectifs du forum. « Je m'engage à œuvrer pour la défense

des droits des femmes en général et celui des femmes parlementaires que nous sommes en particulier », a-t-elle indiqué avant de promettre de s'impliquer dans le combat contre les violences basées sur le genre.

Cette promotion est liée, aux yeux de maints observateurs, à son engagement sans faille et sans calculs pour le Parlement guinéen. ■



Safico MULTIMEDIA
Le futur, c'est maintenant !

2 Nos Spécialités

- Édition
- Publicité
- Stratégie Identitaire
- Visuelles supports de com
- impression tout format
- Production Audiovisuelle
- Architecture
- Accueil
- Décoration
- Vente de matériels Informatique
- Maintenance Informatique
- Développement de logiciels
- Informatique

3 Nos Matériels

Safico MULTIMEDIA
Le futur, c'est maintenant !

Siège Social Sandervalla
4e Avenue / Kaloum
Tel: 620712377 / 664 35 21 65
E-mail: saficomedia224@gmail.com

PARTENAIRES

FOOTBALL Alassane Sylla devient directeur du Horoya AC

Alassane Sylla vient d'être promu directeur général du Horoya AC en remplacement de feu Fodé Capi Camara. Consultant, spécialiste du football et de promotion des investissements privés, Sylla a une riche expérience dans le management. Que la sagesse soit toujours sa compagne !



Attention aux messages Facebook !

Au moment où l'arnaque Orange fait sa part de dégâts chez les abonnés de la société de téléphonie mobile, le compte Facebook de Son Excellence Mifougo Youssouf Diarrassouba, ambassadeur de Côte d'Ivoire en Guinée (sur la photo) est victime de piraterie. Vous êtes avertis. Des escrocs et autres brouilleurs peuvent vous envoyer des messages dans le but de vous arnaquer. Soyez vigilants !



Le diamantaire Bouna Keita devient coordonnateur des partis alliés de la mouvance présidentielle

La date du jeudi 21 juillet 2016 restera gravée dans les annales politiques guinéennes comme le jour de l'annonce officielle de la création de la Coordination des partis alliés de la mouvance présidentielle (COPAM). Cette structure de 58 partis ayant accompagné et soutenu la candidature du président Alpha Condé

à l'élection d'octobre 2015 est dirigée par le diamantaire et homme politique **Elhadj Bouna Keita**, fondateur du RGP. Son objectif est d'œuvrer efficacement à la consolidation de la démocratie dans un environnement de bonne gouvernance avec à son programme une action solidaire autour du Rpg Arc-en-ciel pour mieux



Elhadj Bouna Keita coordonnateur de la Copam.

aborder les élections locales à venir. Au nombre des partis membres de la COPAM, on peut citer l'UNR du ministre Boubacar Barry Big up, le PRP de Rafiou Sow, l'UFD de Mamadou Baadikko Bah, le RPR de Diabaty Doré et le parti Afia de Dr Saliou Bella Diallo. ■

FOOTBALL AFRICAIN : Quand Antonio Souaré fait des jaloux



Le manager junior Soufiane Souaré, le directeur du stade du 28 septembre Petit Sory, le conseiller financier Cheick Dem, le président Antonio Souaré et le vice-consul Eric Klein.

Certes, la Ligue guinéenne de football professionnel - LGFP - est l'une des dernières ligues de football à naître en Afrique notamment dans la sous-région ouest africaine. Cependant, la Guinée et les Guinéens sont fiers de son évolution actuelle et sont confiants des perspectives heureuses pour le football telles qu'annoncées par les responsables de ladite ligue.

Mais déjà, un homme d'une autre envergure et en manque d'honorabilité tente en vain de s'en prendre au patron de la ligue nationale guinéenne dans un objectif jusque-là inavoué. Pourquoi Saer Seck en voudrait-il tant à Antonio Souaré ? La Ligue guinéenne de football professionnel - LGFP - n'existe que depuis cette saison sportive 2015-2016, mais elle a obtenu des résultats que les autorités en charge du football et aussi l'opinion publique natio-

nale guinéenne louent à la dimension des acquis réalisés à date. Cette ligue, dirigée de mains de maître par Mamadou Antonio Souaré, grand homme d'affaires guinéen, se porte bien et même très bien vu les performances réussies aujourd'hui par elle. Pour preuve, il convient de se référer aux compétitions nationales dont la L1 et la L2. La dernière s'est terminée par 2 montées et 2 descentes. Alors que la première est à sa 22e et dernière journée.

A rappeler de passage que le Horoya Athlétique Club - HAC - que préside Antonio Souaré est sacré champion de Guinée de l'année. Quant à la 59e Coupe nationale de football, le tirage au sort se tient ce mercredi à Conakry. Par ailleurs, il n'est pas superflu de notifier que le patron de la LGFP est l'un des membres influents de la Confédération africaine de football - CAF - à travers la puissante Commission interclubs où est également membre un autre guinéen, en la personne d'Aboubacar Bruno Bangoura, ancien président de la Fédération guinéenne de football - Féguifoot. Son entreprise **Guinée Games** sponsorise notamment les compétitions de la CAF comme la CAN Féminine et Futsal. En plus, Mamadou Antonio Souaré est en train de bâtir en Guinée ce qu'on pourrait consi-

dérer de meilleur en Afrique de l'Ouest, voire au-delà en matière d'infrastructures sportives. Le centre de loisirs et de sports de Yoropoguiya dans la préfecture de Dubréka en est un exemple éloquent. Ce n'est pas tout pour l'enfant de Wondima dans Kindia. Il dispose actuellement de l'un des plus grands groupes de radio et de télé, surtout spécialisé dans la culture et le sport. Et l'on n'ignore pas non plus le Groupe Business Marketing - GBM -, Guinée Games et ses nombreuses filiales dans le continent africain comme la dernière-née, Rwanda Games. En dépit des acquis à son actif dont il peut être fier, Antonio Souaré entend booster davantage le football en particulier et le sport guinéen en général et plus loin, de l'Afrique. Si un certain Saer Seck, président de la Ligue sénégalaise de football - LSFP - et aussi membre de Commission à la CAF comme notre compatriote tente de noyer son manque de bilan dans son pays et qu'en s'en prenant à son homologue de Guinée, constituerait sa voie de sortie alors, il se trompe de cible. Les allégations que profère cet homme sont indignes de lui. Si et seulement si Saer Seck n'en voudrait simplement à notre Antonio que par la jalousie qu'il nourrit vu les exploits que ce dernier draine derrière lui sur chacun de ses passages dans les milieux sportifs tous azimuts.

Par Ibrahima Diallo
DG Radio Liberté FM

Sportivement

STADE DU 28 SEPTEMBRE: L'amer constat du PDG du Groupe Business Marketing

Accompagné du vice-consul de l'ambassade de France, Eric Klein et de certains de ses collaborateurs dont le manager junior, Soufiane Souaré et le conseiller financier, Cheick Dem, le président du Groupe Business Marketing, Antonio Souaré, président de la Ligue professionnelle de football a été reçu samedi 16 juillet 2016 par le directeur du stade du 28 septembre, l'ancienne gloire du Hafria FC, Ibrahima Sory Keita alias "Petit Sory" pour une visite guidée des lieux.

Le constat est décevant et même révoltant. Le mythe 28 septembre, l'un des tout-premiers stades africains, là où les adversaires du Syli national et des clubs guinéens tremblotaient en y pénétrant, ne fait plus peur à personne. En effet, le premier stade sur lequel a été réalisé le tout-premier triplé continental (Hafria Football Club en décembre 1977 face au club ghanéen du Hearst of Oak 3-2, après un aller victorieux de 1 but à 0 à Accra) est dans un état lamentable à la limite de l'abandon. Le célèbre palais des sports est en ruine. La piscine est un fossé d'eaux usées dormantes. Les terrains d'entraînement des autres disciplines sportives n'existent presque plus. Bref, à part le terrain annexe aménagé par le PDG du Groupe Business Marketing, Antonio Souaré, le grand terrain rarement entretenu, le stade olympique du 28 septembre n'a d'olympique que son riche palmarès. Il est aujourd'hui dans un état lamentable à la limite de la honte, et n'est plus compétitif. De quoi rendre amers le PDG du Groupe Business Marketing, Antonio Souaré et sa suite. Il est urgent que l'état guinéen réagisse à cette honteuse situation et redonne au stade du 28 septembre ses droits de noblesse internationale.

Par Abdoulaye Condé





CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



COMMUNIQUE

La Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, informe les pensionnés de la zone spéciale de Conakry, du paiement des pensions de l'échéance du 1er juillet 2016, à partir du mardi 05 juillet 2016.

Journée du mardi 05 juillet au lundi 11 juillet 2016 Paiement des banques et assurances
Journée du mardi 12 juillet au mercredi 13 juillet 2016 CBG Conakry
Journée du jeudi 14 juillet au lundi 18 juillet 2016 ACG Conakry
Journée du mardi 19 juillet au mercredi 20 juillet CBK Conakry
Journée du mercredi 21 juillet au vendredi 22 juillet du Lot 1 au Lot 50 et invalides
Journée du mardi 26 juillet au mercredi 27 juillet 2016 du Lot 51 au Lot 100
Journée du jeudi 28 juillet au mercredi 29 juillet 2016 du Lot 101 au lot 150
Journée du mardi 02 au mercredi 03 Août 2016 du Lot 151 au Lot 193
Journée du jeudi 04 au vendredi 05 Août 2016 Paiement Spécial des veuves du Lot 1 au Lot 50
Journée du mercredi 09 au jeudi 10 août 2016 Paiement spécial des veuves du Lot 51 au Lot 100
Journée du jeudi 11 au vendredi 12 Août 2016 Paiement spécial des veuves du Lot 101 au Lot 125
Journée du mercredi 17 au jeudi 18 Août 2016 Paiement spécial des nouvelles concessions et fin du programme.
Pour les agences de Matam, Ratoma et Matoto, les opérations de paiement, débuteront le vendredi 08 juillet 2016.
Les retraités payés par virement bancaire, pourront se présenter aux guichets de leurs banques et agences respectives, à compter du vendredi 15 juillet 2016.

La présence physique de chaque pensionné, muni de sa carte de retraite et de sa carte d'identité, est obligatoire.

Le Directeur Général
M. Malick Sankhon



«Bolloré Africa Logistics Guinée » devient « Bolloré Transport & Logistics Guinée »

Suivant le procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire de la société « **BOLLORE AFRICA LOGISTICS GUINEE** », tenue le 16 mai 2016, l'Assemblée Générale Extraordinaire après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur l'opportunité et les motivations du changement de dénomination sociale, a décidé :

- de modifier la dénomination sociale de la société à compter du 1er juillet 2016 ;
- de modifier corrélativement l'article 3 des statuts de la société, intitulé « **Dénomination** » comme suit : La dénomination de la société est : « **Bolloré Transport & Logistics Guinée** »,
- de mettre en harmonie les statuts de la société avec les dispositions du Nouvel Acte uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE,
- d'effectuer le dépôt légal au Greffe du Tribunal de première Instance de Conakry.

Bolloré Transport & Logistics est le premier réseau de logistique intégrée en Afrique et l'un des tout premiers employeurs privés du continent africain avec 25 000 salariés répartis sur 55 pays.

Bolloré Transport & Logistics est désormais une marque unique regroupant les quatre métiers historiques du Groupe Bolloré que sont la commission de transport (Bolloré Logistics), la manutention portuaire et les métiers du shipping (Bolloré Ports), le ferroviaire (Bolloré Railways) et enfin la logistique pétrolière et les énergies renouvelables (Bolloré Energy).

Déployant une politique RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise) de premier ordre, Bolloré Transport & Logistics s'engage au quotidien dans des actions de santé, d'éducation, de solidarité et de protection de l'environnement en Afrique.

www.bolloré-transport-logistics.com

Contact Presse à Conakry :

Fodé DIAOUNE %Responsable Communication et Développement Durable

Téléphone: +(224) 621 08 92 22

Fodé.Diaoune@bolloré.com